

Convention collective départementale

IDCC : 2032. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)
(ISÈRE)
(17 septembre 1998)
(Bulletin officiel n° 1998-50)
(Etendue par arrêté du 26 janvier 1999,
Journal officiel du 6 février 1999)

ACCORD DU 19 DÉCEMBRE 2007
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE REPAS DE NUIT
ET DE PETITS DÉPLACEMENTS AU 1^{ER} JANVIER 2008
(ISÈRE)
NOR : *ASET0850276M*
IDCC : 2032

Entre :

La fédération du bâtiment et des travaux publics du département de l'Isère
(FBTP 38) ;

La fédération des artisans et des petites entreprises du bâtiment de l'Isère
(CAPEB 38),

D'une part, et

Le syndicat construction et bois de l'Isère CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Indemnité de repas de nuit

L'indemnité de repas de nuit, prévue à l'article 2.1.1 de la convention collective du 17 septembre 1998 des ouvriers du bâtiment de l'Isère, est portée à 10,67 €.

Article 2

Indemnités de petits déplacements

Indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2.4.1 de la convention collective du 17 septembre 1998 des ouvriers du bâtiment de l'Isère :

L'indemnité de repas est portée à 8,91 €.

L'indemnité de frais de transport est fixée comme suit :

- zone 1A (0 à 5 km) : 0,91 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 2,76 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 5,41 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 8,85 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 12,26 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 15,45 €.

L'indemnité de trajet est fixée comme suit :

- zone 1A (0 à 5 km) : 0,55 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 1,62 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 3,15 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 4,86 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 6,57 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 8,21 €.

Article 3

Force obligatoire du présent protocole

Les conventions ou accords d'entreprise ou d'établissement ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent protocole d'accord, sauf dispositions plus favorables.

Article 4

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé auprès de la direction générale du travail, conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail.

Un exemplaire sera transmis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Grenoble.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Grenoble, le 19 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)